

DROITES NATIONALES ET DROITES PARLEMENTAIRES EN FRANCE AU XX^e SIÈCLE

The relationships between nationalists and liberals in France in the twentieth century

Mathias BERNARD
Université Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand (France)

Fecha de recepción: 19 de mayo; revisión: 19 de junio; aceptación definitiva: 23 de octubre

RESUMEN: Durante el siglo 20, la derecha francesa más liberal y gubernamental mantuvo unas relaciones complejas con la derecha más radical, considerada a menudo como parte de una misma familia política, pero en su versión más radical. Este artículo estudia en un primer lugar los principales momentos de confrontación entre estas dos alas: el caso Dreyfus, la época de las ligas en la década de 1930, el surgimiento del Frente Nacional en la época contemporánea. Hasta la Segunda Guerra Mundial, esta confrontación respondió en mayor medida a una situación de competencia que a un antagonismo ideológico. La frontera entre estas dos familias políticas no ha sido férrea. La lucha común contra el comunismo y las debilidades del gobierno parlamentario ha superado en numerosas ocasiones esta oposición estratégica; además, diversas estructuras (asociaciones, clubes, periódicos) han desempeñado el papel de pasarela entre ambas. Pese a ello, desde la década de 1950 —y aún más desde la aparición del Frente Nacional— ambas corrientes derechistas han negado abiertamente la existencia de cualquier conexión entre ellas.

Palabras clave: Derecha nacional, derecha radical, Francia, Frente Nacional.

ABSTRACT: During the 20th century, the liberal and governmental right-wing maintained complex relations with the national right-wing, often considered as a radical or extremist political family. This contribution studies at first the main moments of confrontation between these two right-wings: the Dreyfus affair, the leagues-time in the 1930s, the emergence of the National Front in the contemporary period. Up to the Second World War, this confrontation is more explained by a

situation of competition that by an ideological antagonism. The border between these two political families is not tight. The common fight against the communism and the weaknesses of the parliamentary government outdoes strategic oppositions, and various structures (associations, clubs, newspapers) play the role of footbridge. On the other hand, since the 1950s —and more even since the development of the National Front—, both right-wings refuse openly any link.

Keywords: National right-wing, radical right, National Front.

Si le modèle de la tripartition des droites, cher à René Rémond¹, rend bien compte des clivages politiques du XIX^e siècle français, il ne permet pas d'analyser les relations entre les différentes organisations et personnalités de droite au XX^e siècle. Depuis l'Affaire Dreyfus et jusqu'à nos jours, les oppositions liées aux différentes cultures dynastiques (légitimiste, orléaniste, bonapartiste) ont laissé la place à un antagonisme apparemment plus tranché, mais aussi plus ambigu, mettant face à face les droites intégrées au système politique, souvent qualifiées de «modérées», «libérales» ou de «parlementaires», et les droites qui refusent le consensus de la démocratie libérale et auxquelles on accole volontiers l'étiquette de «nationales», «radicales» ou «extrêmes». Cette contribution étudiera cette «guerre des droites»², en envisageant d'abord les épisodes successifs de cet affrontement, puis en revenant, de façon plus structurelle, sur ce qui rassemble et sépare ces deux familles politiques.

1. LES GRANDS MOMENTS DE L'AFFRONTEMENT

C'est au cours des années 1890 que les droites, comme d'ailleurs l'ensemble du champ politique français, connaissent une transformation majeure, liée à la fois à l'enracinement du régime républicain, qu'a confirmé l'échec du boulangisme, et aux mutations socio-économiques de l'âge industriel, qui se traduisent notamment par l'essor du syndicalisme et du socialisme. La marginalisation des droites contre-révolutionnaires s'accélère, sous l'effet notamment du Ralliement. Une droite parlementaire, qu'elle soit conservatrice (les «ralliés» qui forment bientôt l'Action libérale) ou libérale, s'affirme sur la scène politique et parlementaire et noue des relations avec la partie la plus modérée de la gauche gouvernementale. Le gouvernement de Jules Méline (1896-1898) est l'occasion de ce rapprochement, qui s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle bipolarisation: à l'alliance radicale-socialiste s'opposerait le regroupement des modérés, de droite et de gauche.

1. Dans l'un de ses derniers ouvrages (*Les droites aujourd'hui*. Louis Audibert, 2005), René Rémond est revenu en partie sur ce modèle, en faisant une place à l'extrême droite.

2. Cette contribution reprend les analyses que nous avons développées d'une part dans notre thèse d'habilitation à diriger des recherches (BERNARD, Mathias: *Les relations entre «libéraux» et «nationaux», de l'affaire Dreyfus à nos jours*. Université Paris-IV, 2 vols., 2003, 605 pp.), d'autre part dans la version remaniée et éditée à destination d'un plus large public (BERNARD, Mathias: *La guerre des droites. Droite et extrême droite, de l'affaire Dreyfus à nos jours*. Odile Jacob, 2007, 313 pp.).

La politisation de l'affaire Dreyfus, sensible surtout à partir de 1898, brise cette perspective – en faisant une nouvelle droite, une droite nationaliste et populaire.

1.1. *Nationalistes antidreyfusards et libéraux modérés (1898-1920)*

Même s'il s'inscrit en partie dans la continuité du boulangisme, auquel il emprunte une partie de ses thématiques et de ses cadres, le nationalisme antidreyfusard se présente comme une force politique nouvelle, qui veut peser sur la vie politique nationale. La création en 1899 de la Ligue de la Patrie française³, le succès obtenu par les nationalistes parisiens aux élections municipales de 1900 semblent ouvrir un large espace pour une force politique qui combat le pouvoir gouvernemental, non pas pour rétablir la monarchie ou le cléricalisme mais pour proposer un projet original, mêlant renforcement de l'exécutif, rétablissement des autorités sociales (notamment de l'Armée), politique de rapprochement des classes et de promotion des milieux populaires. Cette force politique récuse le clivage bipolaire gauche-droite alors en voie de constitution. A la droite, elle emprunte le discours autoritaire, antiparlementaire et antisocialiste; mais elle refuse le conservatisme social, le libéralisme économique et la faiblesse de la structuration politique qui caractérisent traditionnellement les droites. Elle dénonce surtout l'excessive prudence et modération de la droite gouvernementale qui, de ce fait, est incapable de défendre réellement les principes qu'elle met en avant. Le sénateur de Marcère, issu du centre gauche et rallié à la Ligue de la Patrie française, porte ce diagnostic sur le parti progressiste, au début de l'année 1900:

Il en est, de cette union nationale. Il en a les mêmes idées politiques, les mêmes haines vigoureuses, les mêmes passions patriotiques que ceux qui s'y sont déjà donné rendez-vous [...]. Ils avaient acquis une importance et une autorité dont on pouvait attendre beaucoup dans cette lutte suprême. Mais n'étant ni du Ministère, ni de l'opposition, on commence à se demander où ils sont. Mécontents, ils le sont. Mais ils n'entendent pas manifester leur angoisse patriotique autrement que par les procédés et les protocoles usités⁴.

Revendiquant la netteté de leur position politique et leur capacité à rassembler des militants et des électeurs en-dehors des réseaux habituels des milieux modérés et libéraux, les nationalistes entendent jouer un rôle moteur face à une gauche qui se structure, d'abord au sein du ministère de la «défense républicaine», puis autour d'Emile Combes. Ils refusent toutefois de s'inscrire dans une logique de concurrence frontale à l'égard des progressistes, qu'ils préfèrent considérer comme des alliés potentiels, eu égard à leur complémentarité. Plus d'un an avant les élections législatives de 1902, le chef de la Ligue de la patrie française, Jules Lemaître, s'adresse ainsi à Jules Méline, cet «*excellent terrien*»:

3. Il manque encore aujourd'hui une étude de fond de cette organisation politique, sur laquelle la bibliographie est ancienne: RIOUX, Jean-Pierre: *Nationalisme et conservatisme. La Ligue de la patrie française 1899-1904*. Beauchesne, 1977.

4. *L'Echo de Paris*, 10 avril 1900.

Que l'honorable M. Méline y prenne garde – je le dis au risque de le «compromettre»: nos alliés, connus ou inconnus, sont aussi les siens, tout simplement parce qu'ils voient en lui un honnête homme, un homme juste et un bon Français. Oui, tous les nationalistes ont un faible pour M. Méline [...]. Les progressistes pensent et sentent, au fond, comme nous. [...]. Le vénéré M. Méline est notre allié, quoi qu'il fasse⁵.

Les modérés ne parviennent pas à adopter une position commune face à ce nouveau courant, apparu dans le contexte d'une Affaire Dreyfus qui les divise. Si une majorité d'entre eux suit Méline, qui envisage dès juillet 1899 un rapprochement avec les nationalistes, d'autres expriment de fortes réticences — en public ou en privé. Le député du Rhône Edouard Aynard, symbole de la bourgeoisie d'affaires républicaine et libérale, écrit ainsi à son ami Alexandre Ribot, en septembre 1899:

Méline est bien mal conseillé et bien mal entouré [...]. Il va se trouver le prisonnier des néo-boulangistes, des ralliés républicains qui ne sont que des bonapartistes s'ignorant ou ne s'ignorant pas. Triste, triste temps⁶.

Nostalgiques du «grand parti républicain» qui s'est disloqué pendant l'Affaire, les modérés éprouvent des difficultés à se situer dans un champ politique bipolaire et à savoir qui, des nationalistes ou des radicaux, ils doivent considérer comme des partenaires ou des adversaires. L'évolution modérée d'une fraction du nationalisme, autour de la Ligue de la Patrie française, et l'anticléricalisme croissant de la majorité de gauche les poussent finalement à faire leur choix et à rejoindre les nationalistes et les ralliés au sein d'une fragile coalition de droite qui, en raison notamment de ses tensions internes, essuie un revers aux élections de 1902.

Cet échec électoral et la fin de l'Affaire Dreyfus entraînent le déclin rapide du mouvement nationaliste. Celui-ci se divise entre une aile radicale, incarnée notamment par l'Action française, qui s'oppose frontalement au régime républicain⁷, et une aile plus conciliante qui, progressivement, rejoint des formations conservatrices ou modérées, comme l'Action libérale populaire, la Fédération républicaine ou même l'Alliance républicaine démocratique, qui se place pourtant sous le patronage de Waldeck-Rousseau⁸. Le parcours de Maurice Barrès est à ce titre exemplaire. Lorsque l'agitation antidreyfusarde s'estompe, l'ancien chef boulangiste s'oriente clairement vers un patriotisme conservateur. Soutenu par l'Action libérale populaire lors d'une élection partielle en 1903, il se rapproche aussi de la Fédération républicaine, où il compte plusieurs amis, notamment le député de Nancy Louis Marin. Il entretient également une correspondance nourrie avec Raymond Poincaré et soutient l'action de celui-ci

5. LEMAITRE, Jules: «Les mots», *L'Echo de Paris*, 10 janvier 1901.

6. Lettre d'Aynard à Ribot, 16 septembre 1899, fonds Ribot, Archives nationales, 563 AP 27.

7. Plusieurs colloques ont récemment renouvelé notre connaissance de cette organisation. Voir notamment LEYMARIE, Michel et PREVOTAT, Jacques (dirs.): *L'Action française. Culture, politique, société*. Presses universitaires du Septentrion, 2008.

8. Lors des législatives de 1914, l'Alliance démocratique présente à Paris plusieurs candidats issus du nationalisme antidreyfusard comme Louis Dausset et Henri Galli.

comme président du Conseil en 1912, puis à l'Élysée en 1913. Il se présente aux législatives de 1910 comme le candidat unique des droites. Et, en 1919, c'est, avec Alexandre Millerand, le symbole du Bloc national républicain. Cette évolution n'est pas exceptionnelle. Au Parlement comme dans des organisations politiques parisiennes ou locales, la droite modérée a réussi à intégrer les anciens nationalistes – au prix d'ailleurs d'une atténuation de ses options parlementaires et libérales. A partir des années 1920, les «modérés» se présentent de plus en plus comme des «nationaux».

1.2. *Droites parlementaires et droites ligueuses (1924-1944)*

Cette victoire de la droite modérée est de courte durée. En effet, l'échec de la législature du Bloc national, le retour au pouvoir d'une gauche anticléricale, la peur du communisme international et le poids du souvenir de la grande guerre et de l'union sacrée, véhiculé notamment par le milieu des anciens combattants, constituent un contexte particulier qui favorise l'essor des ligues⁹. Les plus radicales d'entre elles, qui s'inspirent le plus ouvertement du modèle fasciste, n'ont qu'une existence éphémère (la Légion, le Faisceau) ou restent fondamentalement des groupuscules (Solidarité française, le Francisme). Seules les Jeunesses patriotes et les Croix de feu parviennent, aux côtés de l'Action française, à s'imposer durablement dans la vie politique. Toutes deux créées au milieu des années 1920, elles s'inscrivent dans une relation de complémentarité à l'égard des partis modérés. Elles ne s'inscrivent pas dans une stratégie de conquête de pouvoir. Elles cherchent plutôt à faire contrepoids à la dynamique communiste et socialiste, en étant présentes dans la rue (fût-ce parfois au prix de violences), en s'implantant dans les milieux populaires et en développant une sociabilité militante riche et diversifiée (réunions, défilés, action sociale, fêtes, etc.). Lors des élections législatives de 1928, les Jeunesses patriotes soutiennent les candidats poincaristes et assurent leur service d'ordre. Six mois plus tard, une cinquantaine de députés assistent au congrès national d'une ligue qui affiche alors son refus de tout extrémisme. Le chef des JP, Pierre Taittinger, dénonce alors la stratégie de l'Action française:

Si quelques-uns des hommes, qui emploient leur grand salut et leur grand prestige à essayer vainement depuis de longues années de démolir le régime, s'étaient au contraire essayé à l'améliorer, si ces hommes étaient avec nous et nous aidaient de toutes leurs forces dans notre tâche de reconstruction nationale, la France ne serait pas où elle en est,

9. La bibliographie sur cette question est importante et a été profondément renouvelée au cours des dix dernières années. Voir sur ce point la bibliographie figurant à la fin de l'ouvrage *Le phénomène ligueur sous la III^e République*. Textes réunis par Olivier Dard et Nathalie Sevilla, Centre régional universitaire lorrain d'histoire, 2008.

s'exclame-t-il¹⁰. Quelques mois plus tard, dans le journal de la ligue, cet ancien bonapartiste renie même son antiparlementarisme passé:

Qu'est-ce qu'on irait mettre à la place du régime parlementaire si honni et si vilipendé? L'autocratie? L'oligarchie? La dictature? N'est-il pas plus rationnel de chercher, avant toute autre tentative, à améliorer paisiblement l'instrument qui nous régit?¹¹.

De leur côté, les Croix de feu se mettent au service des successeurs modérés de Poincaré, André Tardieu et Pierre Laval, selon des modalités qui feront l'objet d'un procès fortement médiatisé en 1937¹². Les principales ligues connaissent alors le même type d'évolution que leurs devancières, au lendemain de l'Affaire Dreyfus.

Le contexte des années 1930 modifie le rapport de forces entre droites nationales et droites parlementaires. La crise du libéralisme économique et politique, la médiatisation des «affaires» (notamment l'affaire Stavisky), la montée des périls internationaux renforcent, à droite, les aspirations à un régime autoritaire et les tentations antiparlementaires. L'écho rencontré dans une partie de l'opinion et des milieux politiques de droite par les événements du 6 février 1934 suggère la fragilité du consensus institutionnel et la dynamique d'un courant protestataire. Les ligues renforcent leur attractivité et radicalisent leurs positions. Les Croix de feu deviennent une organisation de masse et affichent des prétentions politiques, indépendantes désormais des hommes et des partis traditionnels: en 1935, le colonel La Rocque publie *Service public* et cherche ainsi à construire un courant politique nouveau, mêlant nationalisme autoritaire et réformisme social. Les Jeunesses patriotes se détachent des partis modérés pour rejoindre d'autres ligues et associations antiparlementaires (Solidarité française, Ligue de l'Appel au peuple...) au sein d'un Front national, constitué en avril 1934 pour prolonger l'esprit du 6 février et lutter contre le regroupement des gauches d'une façon qui, à leurs yeux, est plus efficace que celle des partis modérés¹³. Stigmatisant la mollesse des «vieux partis», Pierre Taittinger écrit alors: «Plus que jamais, l'heure est aux ligues nationales»¹⁴. Les modérés ne réagissent pas de la même manière à cette nouvelle forme de concurrence. La FR s'engage alors dans un processus de radicalisation et subit clairement l'attraction des ligues, avec lesquelles certaines de ses fédérations (à Paris, dans le département du Rhône, des Alpes-Maritimes...) collaborent de plus en plus étroitement. De son côté, André Tardieu se lance dans une campagne d'idées en faveur d'un véritable changement de régime. Il tient une chronique régulière dans *Gringoire* et, en

10. Discours reproduit dans un rapport de police général sur les JF, 20 décembre 1929, Archives nationales, F7 13232.

11. TAITTINGER, Pierre: «Les points sur les i», *Le National*, 3 février 1929.

12. Voir les pièces du dossier judiciaire, rassemblées dans le fonds André Tardieu, Archives nationales, 324 AP 78, 78bis et 79.

13. VAVASSEUR-DESPERRIER, Jean: «Les tentatives de regroupement des droites dans les années trente», *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 109, n.° 3, 2002, pp. 61-77.

14. *Le National*, 18 mai 1935.

novembre 1935, rompt avec son parti, l'Alliance démocratique qui, de son côté, prend de plus en plus nettement ses distances à l'égard des ligues, par la voix de son président, Pierre-Etienne Flandin.

La victoire du Front populaire et la dissolution des ligues, en juin 1936, n'inversent pas fondamentalement cette évolution. Le Parti social français, qui prend la suite des Croix de feu, se place désormais dans une situation de concurrence ouverte avec les vieux partis, tout en gommant ses accents les plus antiparlementaires. La Fédération républicaine, poursuit sa radicalisation au point de participer au printemps 1937 au «Front de la liberté» piloté par Jacques Doriot. La peur du communisme, rendue plus aigüe par les progrès électoraux du PCF et la proximité de la guerre d'Espagne, justifie cet abandon de la culture libérale par une partie de la droite française. Le rassemblement opéré autour du Maréchal Pétain et du régime de l'État français, en juillet 1940, marque l'aboutissement de ce processus d'absorption progressive des modérés par les nationaux. La Seconde Guerre mondiale produit donc un effet inverse de la Première Guerre mondiale: en 1914, l'Union sacrée avait parachevé l'intégration des courants nationalistes au sein de la droite modérée; en 1940, les modérés soutiennent un régime au sein duquel prévalent les influences conjuguées de l'Action française, du courant ligueur et de la défense catholique.

1.3. *Droite populiste et droite modérée (de 1972 à nos jours)*

Associée à la mémoire du maréchal Pétain, du régime de l'État français et de sa politique de collaboration, la droite nationale s'identifie à une extrême droite stigmatisée et, de ce fait, marginalisée pendant les 40 années qui suivent la Libération. Au fil du temps, les partis modérés intègrent discrètement certains de ses membres, mais ils se gardent de toute convergence politique durable. La droite nationale réapparaît toutefois de façon sporadique dans la vie politique, sous l'effet de la conjoncture. Entre 1953 et 1956, Pierre Poujade parvient à transformer une protestation antifiscale, qui regroupe des commerçants et artisans de sensibilités diverses, en un mouvement politique antiparlementaire, qui reprend une partie des thèmes et des hommes de la droite nationale¹⁵. Les relations entre poujadistes et libéraux sont très tendues: les premiers considèrent les seconds comme partie intégrante d'un système politique qu'ils rejettent, les seconds voient, avec raison, dans ce mouvement un concurrent électoral qui explique le résultat décevant qu'ils enregistrent aux élections de janvier 1956. Le poujadisme ne résistera pas à l'épreuve du feu parlementaire, à l'attraction nouvelle exercée par le rassemblement gaullien. La guerre d'Algérie relance la droite nationale, dans la mesure où elle apparaît progressivement comme la seule à défendre jusqu'au bout l'Algérie française, y compris par la violence terroriste,

15. Voir notamment SOUILLAC, Romain: *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*. Presses de Sciences Politiques, 2007.

symbolisée par l'OAS. Après avoir majoritairement soutenu le retour de De Gaulle en 1958, elle bascule clairement dans une opposition intransigeante lorsque le président de la Ve République s'engage dans la politique d'autodétermination, puis dans des négociations avec les nationalistes algériens. Elle rallie à sa cause des personnalités venues du gaullisme (Jacques Soustelle), de la démocratie chrétienne (Georges Bidault) mais aussi une fraction importante des parlementaires de la droite conservatrice et modérée, rangée derrière la bannière des «Indépendants». Ces derniers paient ce soutien à une droite identifiée à l'extrémisme et sont définitivement marginalisés, à l'échelle nationale en tout cas, à partir de 1962. L'échec de Jean-Louis Tixier-Vignancour à la présidentielle de 1965 et de ses tentatives ultérieures de recentrage (autour de l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès) semble marquer le déclin irréversible des droites nationales, au plan électoral au moins. Les partis gaullistes et modérés sont à nouveau en position dominante. Dans les années 1970, ils utilisent les petits partis d'extrême droite comme des réservoirs de voix, recyclent une partie des thèmes de la droite nationale (par l'intermédiaire notamment du Club de l'Horloge, créé en 1974) et accueillent d'anciens activistes, qui ont pris conscience de l'impasse politique dans laquelle les conduisaient leurs premiers engagements. En juillet 1979, un dossier du *Nouvel observateur* met en lumière, en les exagérant, ces rapprochements¹⁶: l'affaire «Nouvelle droite» est lancée. Elle suscite des réactions contradictoires, au sein même de la majorité giscardienne — même si la tonalité générale est plutôt critique. Ainsi, trois membres du bureau politique du Parti républicain et représentants de la génération des «jeunes giscardiens», Dominique Bussereau, Hubert Maigrat et Jean-Pierre Raffarin, publient un communiqué ferme:

L'offensive de la Nouvelle droite est une action nuisible à l'action du président de la République. Un courant de pensée élitiste et vieux comme l'histoire est en train de mener une campagne visant à réveiller dans ce pays de vieilles traditions droitières¹⁷.

Mais les nécessités de la lutte contre la majorité de gauche, parvenue au pouvoir en 1981, balayaient ces hésitations et favorisent une logique de regroupement de l'ensemble des droites, dont Jacques Chirac entend alors être le moteur.

La brutale irruption du Front national et de Jean-Marie Le Pen sur la scène électorale, en 1983-1984, relance les débats stratégiques qui ont parcouru ces deux droites depuis la fin du XIX^e siècle. Créé en 1972 pour regrouper l'ensemble des droites radicales et nationales, le FN est divisé en de multiples tendances — difficilement rassemblées autour de Jean-Marie Le Pen. Celui-ci oscille constamment entre un discours relativement modéré, visant à rassurer une fraction large de l'électorat et à enrayer la diabolisation de son parti, et des provocations qui suscitent le rejet d'une grande partie des acteurs politiques et médiatiques et contribuent à ostraciser le FN. Après s'être réclamé de Churchill et de Reagan, Jean-Marie Le Pen

16. «Les habits neufs de la droite française», *Le Nouvel Observateur*, 2 juillet 1979.

17. Communiqué publié dans *Le Monde*, 10 juillet 1979.

multiplie les déclarations ambiguës à la fin des années 1980¹⁸. Il engage dès lors son parti dans une posture protestataire, qui lui permet de profiter de la crise de la représentation politique mais l'isole des forces de la droite parlementaire. Cette évolution est contestée par une nouvelle génération de cadres, formée en partie au Club de l'Horloge et ralliée au FN au moment de son essor, dont le porte-parole est Bruno Mégret. Celui-ci cherche à modifier le discours et l'image du FN, pour favoriser une reconfiguration de la droite française autour d'un rapprochement entre libéraux et nationaux. La confrontation de ses stratégies, qui se superpose au choc de deux ambitions, explique en grande partie la crise qui, en 1998, secoue le FN et l'affaiblit pendant quelques mois.

Les droites parlementaires éprouvent également des difficultés à définir une stratégie claire et à la faire appliquer par l'ensemble de leurs membres, dans un contexte électoral parfois difficile. Leurs principaux leaders ont d'abord envisagé l'essor du FN comme un phénomène politique éphémère, comparable au poujadisme, qui cesserait dès lors que la droite reviendrait au pouvoir. Ils ont donc été tentés d'instrumentaliser le FN, en exploitant ses thématiques (l'insécurité, l'immigration, l'excessive pression fiscale) afin d'attirer ses électeurs sans pour autant inquiéter la fraction la plus centriste de leur électorat. C'est là une mission quasi impossible, comme le démontre l'échec en 1988 de la candidature présidentielle de Jacques Chirac, dû à un mauvais report des voix qui s'étaient portées au premier tour sur Raymond Barre et sur Jean-Marie Le Pen. La radicalisation du discours du FN pousse donc les deux grands partis de droite, RPR et UDF, à afficher dès septembre 1988 leur refus de toute alliance, locale ou nationale, avec le parti d'extrême droite. Cette stratégie se traduit par un antagonisme fort entre les deux droites, qui culmine pendant la campagne du second tour des élections présidentielles de 2002, qui met aux prises Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. Le premier reprend l'héritage gaullien et s'inscrit dans une logique de rassemblement national, autour de la République française, de ses valeurs et de sa place dans le monde. Le second reste fidèle à un nationalisme populiste, s'adressant aux «petits» et aux «sans-grade» en leur promettant de reconstruire «l'indépendance de la France», menacée par «l'euromondialisme de Maastricht»¹⁹ et les flux migratoires non contrôlés. Les deux droites se réclament de la Nation, même si elles n'en proposent alors pas la même conception. L'une des clefs de la victoire de Nicolas Sarkozy qui, en 2007, a réussi à rallier dès le premier tour une fraction importante de l'électorat du FN est bien d'avoir proposé une vision de la France susceptible de rassembler les droites libérales et une partie des droites nationales.

Les relations entre les libéraux et les nationaux n'obéissent pas à une chronologie linéaire. Elles sont marquées parfois par la concurrence, parfois

18. Par exemple, ses propos sur les chambres à gaz, «détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale» (septembre 1987) ou son jeu de mots «Durafour-crématoire» (septembre 1988). Voir BERNARD, Mathias: «Le Pen, un provocateur en politique (1984-2002)», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1/2007 (n. 93), pp. 37-45.

19. Déclaration du 21 avril 2002, publiée par *Le Monde*, 23 avril 2002.

par l'affrontement — mais aussi par l'instrumentalisation, voire des dynamiques d'intégration et de rassemblement. Il convient donc d'examiner, à l'échelle du xx^e siècle, les convergences et les points de rupture entre ces deux droites.

2. CONVERGENCES ET POINTS DE RUPTURE

2.1. *Nuances et oppositions doctrinales*

Les droites nationales et libérales se distinguent d'abord par leur idéologie. Les premières s'inscrivent dans la continuité du nationalisme français, tel qu'il a été remodelé lors de la crise boulangiste et de l'affaire Dreyfus: la défense des intérêts nationaux, face à la menace étrangère, justifie un projet de réorganisation intérieure, fondé sur l'autorité politique, l'ordre social et la lutte contre des ennemis potentiels, des Juifs aux pacifistes en passant par les «métèques». En revanche, les tenants du libéralisme se réfèrent volontiers à la Déclaration des droits de l'homme de 1789 et défendent à la fois le modèle de la démocratie représentative et une société mue par la seule initiative privée, dans laquelle l'État est le plus discret possible. Toutefois, dès le début du xx^e siècle, ils prennent leurs distances face au système parlementaire, tel qu'il fonctionne sous la III^e République, et aspirent à le réformer, comme en témoignent alors les essais écrits par Charles Benoist. Au lendemain de la Grande Guerre, nationalistes et progressistes se retrouvent d'ailleurs dans le même camp — celui des «nationaux» — et ils intègrent à leur programme la critique du parlementarisme et le nécessaire rééquilibrage des institutions. Millerand donne une indiscutable onction républicaine à cette thématique. Le 19 janvier 1919, il consacre une partie de sa conférence sur les leçons de la guerre à la question de l'autorité dans la vie politique²⁰. Comme une Armée, la République a besoin d'un chef: «L'autorité ne serait-elle pas une nécessité de la vie sociale au même degré que la liberté?», affirme-t-il dans une interrogation purement rhétorique. L'échec de ce réformisme institutionnel modéré provoque une crispation antiparlementaire, sensible au sein de la Fédération républicaine. Mais en dépit de quelques dérapages, ce parti ne propose rien d'autre qu'un parlementarisme rationalisé, tel que le projetait Charles Benoist. On peut voir là l'influence personnelle de Marin qui «croit à la possibilité de [...] réformer» un régime dont il connaît «les vices»²¹. En 1933, Jean Baudouin, pourtant non parlementaire, refuse d'imputer la crise politique au régime représentatif. Et en 1939, lors du congrès de la Fédération républicaine, François Martin condamne les méthodes du gouvernement Daladier, qui ne respecte pas le fonctionnement normal des institutions. La Fédération républicaine refuse *in fine* de pousser à son terme sa dérive conservatrice. Comme l'Alliance démocratique,

20. Cette conférence, organisée par la Ligue française, est publiée dans *Le Parlement et l'opinion*, février 1919.

21. DUMONT-WILDEN, L.: *Figures contemporaines. Louis Marin*. Denöel et Steele, 1936, p. 16.

elle reste jusqu'au bout un parti de la droite parlementaire et ne reprend pas complètement à son compte les thèses alors développées par Tardieu, malgré les tentations d'une partie de son équipe dirigeante. De fait, la question du parlementarisme puis, à partir des années 1970, du «système politique» de la démocratie libérale reste un facteur de clivage entre les deux droites.

L'idée de Nation a joué un rôle plus rassembleur, puisque c'est bien autour d'elle que s'effectue la reconfiguration du système des partis à la fin des années 1890. Les progressistes sont alors rejetés vers la droite parce qu'ils affirment, comme les nationalistes, leur volonté de défendre l'unité de la nation, autour de son Armée, contre les forces qui la divisent. Même Alexandre Ribot, figure du centre gauche, s'en prend, dans ses papiers personnels, à la campagne en faveur de la révision du procès Dreyfus, que la gauche a politisée à l'excès; il juge urgent de «rompre ouvertement avec les exaltés révisionnistes et réprimer impitoyablement les outrages à l'Armée»²². Les modérés ne rejettent d'ailleurs pas l'étiquette de «nationaux» pendant l'entre-deux-guerres et jusqu'à la fin de l'Algérie française. Mais ils refusent, en temps ordinaire, les outrances du nationalisme. En juillet 1926, la Fédération républicaine invite ses militants à «se méfier des manifestations xénophobes qui ont lieu en ce moment dans les rues de Paris» et qui porteraient «la marque d'agents provocateurs. Elles ont pour but de faire croire à l'étranger qu'avec le retour de Poincaré, la France subit une crise de xénophobie»²³. A la veille des élections législatives de 1936, la pression du discours ligueur et la crise économique provoquent quelques concessions des modérés aux peurs supposées de leur électorat — y compris chez Louis Marin qui englobe alors «anarchistes, communistes et métèques» dans le même mépris²⁴. Dans un manuel de propagande édité par le Centre de propagande des républicains nationaux, le collaborateur Henri de Kerillis, Jean Legendre, fait le point sur «Le Front commun et les travailleurs étrangers»²⁵. Il oppose les 400000 chômeurs français et les «800 000 ouvriers étrangers [qui] travaillent sur notre sol», pour réclamer que «le travail français soit d'abord réservé aux travailleurs français». Réfutant toutefois toute «xénophobie», il exalte la tradition hospitalière de la France. Une xénophobie qui n'est toutefois pas absente de certaines déclarations de la FR à la fin des années 1930: en septembre 1937, le groupe parlementaire vote une motion qui souligne le danger «de laisser nos frontières ouvertes, sans contrôle, à la pègre internationale»²⁶. Si, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et tout au long des Trente glorieuses, la droite modérée abandonne clairement ce type de discours, l'essor du Front national l'oblige à repenser son rapport à l'identité nationale, par le biais de l'immigration

22. Notes manuscrites de Ribot, juin 1899, AN, 563 AP 5.

23. *La Nation*, 31 juillet 1926.

24. *La Nation*, 22 février 1936.

25. LEGENDRE, Jean: *Les élections de 1936. Pour lutter contre le Front populaire*. CPRN, s. d. (1935-1936), pp. 77-78.

26. *La Nation*, 25 septembre 1937: compte rendu de la réunion du groupe parlementaire de la FR du 15 septembre 1937.

notamment. En avril 1990, les deuxièmes états généraux de l'opposition, tenus à Villepinte, sont consacrés à l'immigration. Les trois formations représentées (UDF, RPR et CNIP) s'entendent alors pour dénoncer l'immigration clandestine, considérer comme laxiste la politique socialiste, exiger que l'attribution de la nationalité française fasse l'objet d'une démarche volontaire et réclamer une réforme du droit d'asile. La droite parlementaire se sépare toutefois notamment du FN, que ce soit sur la manière de considérer l'immigration légale ou, plus largement, sur la position étrangère de la France: à partir des années 1980, elle adhère dans son ensemble à la construction européenne, fustigée en revanche par Jean-Marie Le Pen.

2.2. *Des combats communs*

Libéraux et nationaux parviennent à surmonter leurs divergences lorsqu'il s'agit de combattre un ennemi commun — la gauche, et surtout le communisme — en défendant notamment l'idée de liberté qui, dans l'opposition, devient consensuelle. Au lendemain de la Grande Guerre, la dénonciation de la Révolution russe et la menace communiste favorisent la constitution du Bloc national républicain et le basculement définitif de l'Alliance démocratique au centre droit. Longtemps nostalgique du «grand parti républicain», *Le Temps* donne finalement raison à la Fédération républicaine et accepte la bipolarisation: «Une considération doit, ce nous semble, dominer toutes les autres. Il faut subordonner tout à la lutte contre le bolchevisme», défini comme «l'ennemi de l'intérieur», «l'international contre la nation»²⁷. C'est pour marquer leur opposition au communisme que les modérés se désignent désormais comme des «nationaux» et qu'ils mettent en veilleuse leur slogan équilibré «ni révolution ni réaction»: le péril est à gauche. Leur dérive vers des positions proches de l'extrême droite s'explique en partie par cet anticommunisme. La propagande de la FR associe le communisme à la révolution, à la violence criminelle (comme en témoigne la tragédie de la rue Damrémont, en avril 1925) et à des menées antinationales (lors de la campagne de Doriot contre la guerre du Rif en 1925). C'est cette menace qui justifie l'alliance avec des activistes d'extrême droite.

A partir de 1935, la constitution du Front populaire rend la menace communiste plus présente, et relance l'idée d'une large union antimarxiste. A la veille des élections législatives de 1936, le Centre de Propagande des Républicains nationaux édite une brochure de Jean Legendre sur le «Front commun» qui s'inscrit pleinement dans la logique bipolaire des «fronts»²⁸. Le Front commun est présenté comme une riposte des «partis révolutionnaires», dominés par le PC, au «grand soulèvement populaire du 6 février». Il faut donc lui opposer un «Front républicain» (moins suspect d'extrémisme que le Front national, constitué deux ans plus tôt), et ne pas se laisser tenter par la stratégie de concentration, à laquelle certains notables de l'AD restent attachés: la formule «ni révolution ni réaction» est obsolète.

27. «Pour l'union», *Le Temps*, 13 octobre 1919.

28. LEGENDRE, Jean: *Le Front commun*. Éditions du CPRN, s. d., 134 pp.

Le tiers parti ne saurait constituer une barrière solide contre les entreprises de révolution. En effet, il rejette de son sein la plus grande partie des forces nationales et tandis qu'il ménage les éléments tièdes du socialisme et leur donne des gages, il coupe en deux les troupes modérées en appliquant la formule bien connue: diviser pour régner.

Et Legendre conclut: «L'union contre les partis révolutionnaires se fera sans exclusion aucune ou elle ne se fera pas». Tous les nationaux ne sont pas prêts à cette alliance sans exclusive, comme en témoigne le relatif échec du «Front de la liberté», sous le patronage de Doriot, en 1937.

Ciment de la Révolution nationale et justification ultime de la politique de collaboration, l'anticommunisme favorise toujours, à la Libération, le rapprochement des droites. Les combats de l'Algérie française relèguent ensuite au second plan la question communiste; et en 1967, Tixier-Vignancour considère d'ailleurs ouvertement qu'un communiste vaut mieux qu'un gaulliste. La conclusion de l'Union de la gauche, puis la participation des communistes au gouvernement Mauroy ravivent les inquiétudes et favorisent de nouveaux rapprochements: c'est pour empêcher le retour des communistes que *Minute* appelle à voter pour Giscard d'Estaing dès le premier tour en 1974 et que le PFN envisage de se rallier au RPR en 1977. A partir de 1983, les dirigeants de la droite modérée invoquent l'alliance gouvernementale et «idéologique» des socialistes avec le PC pour relativiser les ententes électorales avec le FN, qui ne concernent que la gestion des collectivités locales. Ils reprennent plus rarement le thème du barrage à opposer au communisme. Sans doute le PC fait-il moins peur. De fait, la rupture entre socialistes et communistes (juillet 1984), la chute du «bloc de l'Est» (1989-1991) et le déclin électoral du PC diminuent considérablement la force de l'argumentaire anticommuniste. C'est peut-être l'une des clefs du détachement de la droite et de l'extrême droite au cours des années 1990.

2.3. *Le rôle des itinéraires individuels*

Tout au long du xx^e siècle, des personnalités sont passées d'une droite à l'autre, ce qui révèle la porosité de la frontière entre ces deux familles politiques. Ces parcours ne se font pas toujours dans le même sens, même si celui qui conduit de la droite nationale vers la droite libérale et modérée est le plus emprunté. Nombreux furent les nationalistes antidreyfusards ralliés ensuite à la Fédération républicaine (Maurice Hervey, Poitou-Duplessy, Camille Blaisot...) ou à l'Alliance démocratique (Louis Dausset, Henri Galli, René Jossier). Les ligues de l'entre-deux-guerres, notamment les Jeunesses patriotes et les Croix de feu, forment une fraction notable des cadres de partis de la droite parlementaire des Trente Glorieuses. En revanche, depuis la fin des années 1970, les modérés bénéficient de réseaux plus efficaces de formation de leurs dirigeants et puisent moins dans le vivier des groupes activistes, même si quelques itinéraires ont pu être fortement médiatisés (Gérard Longuet et Alain Madelin, animateurs du groupe

Occident ralliés au giscardisme, ou, plus récemment, Patrick Buisson, conseiller de Nicolas Sarkozy qui fut jadis directeur du journal *Minute*). En revanche, au moment de son essor dans les années 1980, le Front national a recruté une partie de ses candidats et de ses cadres dans les partis de la droite moderne et le réseau du Club de l'Horloge: le parcours de Bruno Mégret, membre des cabinets ministériels pendant le septennat giscardien, candidat RPR aux législatives de 1981 et rallié au FN à l'occasion des élections de 1986 avant de devenir deux ans plus tard le numéro deux du parti, est à ce titre exemplaire. Ces itinéraires prennent parfois des chemins tortueux: si certains rompent définitivement avec leur famille d'origine, d'autres entretiennent avec elle des liens constants, voire y reviennent sur le tard. Les motivations, qui poussent des personnalités à changer de camp, sont elles aussi complexes: si l'opportunisme peut motiver, au moins en apparence, les ralliements à la droite gouvernementale, la lassitude, la déception, la prise de conscience d'une erreur, le hasard aussi jouent un rôle important.

Certains parcours individuels sont situés aux confins de ces deux familles politiques. Maurice Spronck est sans doute l'un des hommes qui ont poussé le plus loin la logique de la double appartenance²⁹. Né en 1861, cet avocat fréquente, avant l'Affaire Dreyfus, différents milieux — des républicains de gouvernement jusqu'aux conservateurs. Il collabore au *Journal des débuts* et à *La Revue des deux mondes*. Soutenant le ministère Méline et la campagne antisocialiste de Waldeck-Rousseau, il adhère au Grand cercle républicain dès sa fondation, en 1898. Séduit par le nationalisme barrésien, il rejoint la Ligue de la patrie française en 1899 et donne quelques articles à *L'Action française*. C'est sous les couleurs nationalistes qu'il est élu conseiller municipal du quartier de Gros-Caillou, dans le VII^e arrondissement. Il participe donc activement à l'implantation de cette force politique dans la capitale, sans rompre ses anciens engagements: en 1903, il appartient même au Comité directeur de l'Association nationale républicaine, à laquelle il avait adhéré au milieu des années 1890. Spronck apparaît ainsi comme un homme de contact entre trois milieux. Le nationalisme tout d'abord: même s'il s'éloigne de la LPF par lassitude devant les oscillations stratégiques de Lemaître, il reste en contact avec ses anciens amis — au point de réapparaître dans le comité directeur de la Ligue des patriotes au lendemain de la Grande Guerre. Les conservateurs ensuite: c'est à l'Action libérale populaire qu'il adhère en 1904, et c'est à son groupe parlementaire qu'il s'inscrit à partir de 1905 et jusqu'en 1910. Les progressistes enfin. A partir de 1906, il appartient également au groupe progressiste de Chambre — et il choisit celui-ci au lendemain des élections de 1910. Il devient alors l'un des principaux collaborateurs de *La République française*, dirigé par un homme dont il partage les positions politiques: Jules Roche. Enfin, en 1919, deux ans avant sa mort, il accède au secrétariat général de la FR.

Il est rare que les hommes des confins revêtent simultanément plusieurs étiquettes. Ils en changent volontiers, au gré des circonstances. Les allers-retours

29. Voir JOLY, Bertrand: *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme français*. Champion, 1998, pp. 372-373; SCHWEITZ, Arlette: *Les parlementaires de la Seine sous la III^e République*, tome 2. Publications de la Sorbonne, 2001, pp. 545-546.

entre nationaux et libéraux masquent bien souvent une continuité idéologique. Dans l'entre-deux-guerres, Tixier-Vignancour³⁰ passe de l'Action française à l'Alliance démocratique, sous l'influence de son «patron», Léon Bérard, qui favorise son implantation dans les Hautes-Pyrénées. Mais il participe en même temps aux manifestations de la Fédération républicaine et du Front de la Liberté qui associe le PRNS de Taittinger au PPF de Doriot. Il adhère à la Révolution nationale, mais fustige les extrémistes, adeptes de la politique du pire. A la Libération, la volonté de défendre les combats des «nationaux» des années 1930 et les partisans de Pétain le poussent à s'ancrer davantage à l'extrême droite: en 1952, il fait partie du comité de soutien à *Défense de l'Occident*, du fasciste Bardèche; et, le 6 février 1954, il organise un grand meeting commémoratif à la Salle des Horticulteurs à Parus. Peu sensible au poujadisme, il s'apprête à rallier les indépendants quand la guerre d'Algérie survient: il choisit, en 1958, de se présenter sous les couleurs de la Démocratie chrétienne de France, de Georges Bidault — signe de sa volonté de modération; mais le durcissement du conflit entre partisans de l'Algérie française et le pouvoir gaulliste le fait basculer, une nouvelle fois, à l'extrême droite. L'ARLP, qu'il fonde en 1966, passe toutefois d'un antigauillisme militant à un pompidolisme critique. Plus proche du PFN que du FN, il se tient à distance de Le Pen au cours des années 1980 et se rapproche des milieux catholiques traditionalistes. Cet homme a toujours défendu une droite autoritaire, nationale et libérale. Mais, à l'exception des partis nationaux des années 1930, aucune organisation intégrée au système politique n'a réalisé cette synthèse. C'est pourquoi il ne s'est jamais rallié à la droite libérale: il s'en est rapproché à plusieurs reprises, puis s'en est écarté au gré des circonstances politiques.

Malgré la sinuosité de leur parcours, quelques individus se sont intégrés aussi bien dans les milieux nationaux que dans les partis traditionnels de droite, même — et surtout? — s'ils ont eu une carrière relativement discrète. C'est le cas de Serge Jeanneret³¹. Né le 2 novembre 1911, cet instituteur fonde, dans les années 1930, l'Union corporative des instituteurs, qui diffuse des «thèses nationalistes et traditionalistes», proches de celles de l'Action française. Jeanneret appartient d'ailleurs au Cercle Fustel de Coulanges, puis rallie le PPF. C'est là qu'il rencontre Loustanau-Lacau, qu'il retrouve au sein du réseau Alliance, dans la Résistance — après être passé, en 1942, par le cabinet du ministre de l'Éducation nationale Abel Bonnard. A la Libération, il joue le rôle d'éminence grise auprès de certains parlementaires. Le soutien de Barrachin, Boisdé et Legendre lui permet d'être secrétaire du groupe parlementaire ARS, constitué en 1952 par les gaullistes ayant accepté de soutenir le gouvernement d'Antoine Pinay. Il collabore également à *L'Observateur catholique*, journal catholique traditionaliste dirigé par Paul Lesourd, et au *Présent*, hebdomadaire proche du CNPF, fondé par Gignoux. Il est alors pressenti pour figurer, aux législatives de 1956, sur la liste conduite

30. Cf. TIXIER-VIGNANCOUR, Jean-Louis: *Des Républiques, des justices et des hommes*. A. Michel, 1976, 412 pp.; MABIRE, Jean: *Histoire d'un Français: Tixier-Vignancour*. L'Esprit nouveau, 1975, 222 pp.; CROIX, Alexandre: *Tixier-Vignancour. Ombres et lumières*. Éd. de Saint-Ouen, 1965, 318 pp.

31. Voir la note de la Sûreté nationale sur Serge Jeanneret, 8 octobre 1955, AN, F7 15617.

en Charente par Jacques Furaud, député républicain social. Mais les solidarités nouées au temps du PPF sont les plus fortes, et il devient au début de l'année 1955 l'un des principaux conseillers de Poujade: il est l'un des principaux rédacteurs de *Fraternité française*, dirigé par un ancien PPF, Claude Fégy. Et il participe à la création de l'École des cadres du Mouvement. Avant même le déclin du poujadisme, il rompt avec Poujade et retourne vers les milieux modérés de Paris. Il se place alors sous la protection de Bernard Lafay, qui le nomme en 1960 à la Commission exécutive du Centre républicain et qui en fait, en 1969, son directeur de cabinet au secrétariat d'État auprès du ministre du développement industriel et scientifique. Mais il ne se coupe pas pour autant de l'extrême droite, puisqu'il dirige le service de presse de Tixier-Vignancour en 1965. Dans les années 1970, il pousse loin la logique de la double appartenance: il est à la fois responsable de la fédération Paris-Est du FN, tout en se faisant élire conseiller de Paris (en 1977) et conseiller régional sur les listes de la majorité «Union pour Paris». L'essor du FN le pousse à clarifier sa position et à défendre exclusivement le parti de Le Pen. Quoique atypique, ce parcours révèle l'existence de passerelles entre libéraux et nationaux, surtout entre les années 1930 et 1970.

2.4. *L'importance des passerelles*

Ces passerelles sont de nature diverse. Les cabinets ministériels, les assemblées électives, les rédactions de certains journaux (de *L'Echo de Paris* de la Belle Epoque au *Figaro Magazine* lancé par Robert Hersant en 1978), les cercles mondains ont pu favoriser les rapprochements informels entre des hommes issus des deux droites. Mais c'est dans le cadre associatif que ces rapprochements prennent une dimension politique.

Ainsi, les associations catholiques ont pu rassembler l'ensemble des droites autour de la défense de la liberté, menacée par l'anticléricalisme de la gauche. Certes, jusqu'à la Grande Guerre, les modérés restent à l'écart des organisations catholiques, car ils ne veulent pas apparaître comme des adversaires de la laïcité républicaine. Les réticences des principaux partis libéraux (AD et FR) devant la question religieuse expliquent en partie la création et le succès de la Fédération nationale catholique (FNC)³². Pour se défendre contre les projets d'une gauche anticléricale, les catholiques doivent se mobiliser eux-mêmes et faire pression sur l'opposition modérée afin que celle-ci relaie leurs revendications. La FNC adopte le ton et les méthodes de la droite d'opposition, conservatrice et nationale. Les parlementaires qui figurent dans son comité directeur sont tous issus des rangs conservateurs, à l'exception notable de l'abbé Bergey: Groussau, Saint-Maur, Guibal, Vallat³³. Parfois définie comme une «ligue de défense et d'action catholique» (c'est l'intitulé de son organisation girondine), la ligue entend livrer un véritable

32. BONAFOUX-VERRAX, Corinne: *A la droite de Dieu. La Fédération nationale catholique 1924-1944*. Fayard, 2004.

33. Rapport de police, 15 décembre 1925, AN, F7 13219.

combat contre la « persécution religieuse » conduite par le Cartel des gauches « et la franc-maçonnerie qui l'inspire ». Revendiquant 2 millions d'adhérents dès 1926, la FNC devient un mouvement de masse et parvient à déborder des seuls milieux conservateurs. « Tendre exclusivement à réformer la législation anticléricale, sans discuter la valeur des institutions politiques ou le cadre organique du régime » est désormais « le but précisé de la FNC »³⁴. Ses manifestations associent alors conservateurs et libéraux, extrême droite et centre droit, députés et militants. Le soutien de la Fédération est recherché par une majorité d'élus modérés : 277 députés élus en 1928 ont accepté le programme que le comité diocésain de la FNC leur a soumis au cours de la campagne électorale³⁵. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les libéraux ne sont rattachés au monde catholique que par des liens ténus. C'est le MRP qui entretient les relations les plus fortes avec le syndicalisme chrétien et les mouvements d'action catholique. Associé à la Révolution nationale, le catholicisme conservateur ne rencontre un écho que dans les milieux nationaux et d'extrême droite.

Les libéraux sont plus à l'aise pour défendre les intérêts économiques, menacés par l'essor du socialisme et l'extension du rôle de l'État. C'est d'ailleurs au moment du en 1898, rassemble assez largement les opposants à la gauche autour de ces questions : l'Union du commerce et de l'industrie pour la défense sociale. Elle diffuse assez fidèlement le programme économique de la bourgeoisie d'affaires libérale, qui constitue la Fédération républicaine en 1903. Elle affiche ses liens avec ce parti, à qui elle fournit ses deux premiers présidents : Eugène Motte et Joseph Thierry ont tous deux présidé l'Union, avant d'exercer la même fonction à la FR. Mais elle soutient aussi des candidats nationalistes, notamment lors des municipales parisiennes de 1900 ou lors des législatives de 1902 : elle a sans doute favorisé, à Paris, l'intégration des nationalistes dans les partis modérés. Créé en 1954 par un ancien collaborateur d'André Tardieu puis du général Giraud, Alfred Pose, le Centre d'études politiques et civiques (CEPEC)³⁶ tente de jouer un rôle comparable, sans parvenir toutefois à regrouper aussi largement les droites. Ses animateurs sont recrutés dans trois milieux principaux. La grande bourgeoisie libérale, tout d'abord : Georges-René Laederich, son vice-président puis son président, a été président de l'Union des industries textiles ; Wilfrid Baumgartner (régent de la Banque de France puis ministre des Finances du général de Gaulle), Claude-Joseph Gignoux et François Lhéideux participent régulièrement à ses travaux. Les notables conservateurs, tels Pierre Marcellin et André Mignot, et quelques responsables vichystes, comme René Gillouin et Georges Lamirand (tous deux vice-présidents), sont bien représentés. Mais c'est la droite nationale qui constitue le principal vivier de ses invités (Madiran, Boutang, Vayron, Massis) et qui lui fournit son principal dirigeant : Yvon Chotard. Formé à l'école du catholicisme social, cet éditeur réfute le libéralisme. Progressivement

34. Rapport de synthèse du ministère de l'Intérieur, mars 1927, AN, F7 13219.

35. VIANCE, Georges : *La ENC. Son passé, son avenir*. FNC, 1939, p. 59.

36. Il n'existe pas, à notre connaissance, d'étude consacrée au CEPEC, qui fait l'objet d'une notice détaillée dans COSTON, H. : *op. cit.*, t. 1, pp. 216-217.

marqué à l'extrême droite, le CEPEC ne sut pas attirer un nombre suffisant de modérés et de libéraux. Les organisations fondées à la fin des années 1980 pour servir de passerelles entre le FN et la droite traditionnelle subissent le même échec.

Les organisations d'anciens combattants ont favorisé aussi les convergences entre nationaux et libéraux, surtout pendant l'entre-deux-guerres. Les principales associations d'anciens combattants (UNC et Union fédérale) ont des relations complexes avec les partis de droite³⁷. Elles ont les mêmes réticences que les organisations économiques devant un engagement trop marqué. Cela n'empêche pas l'UNC de défendre progressivement la réforme de l'État, la restauration de l'autorité en politique et dans les mœurs — thèmes qui la classent aux confins de la droite et de l'extrême droite. Cette organisation prend une part active, quoique pacifique, aux manifestations du 6 février 1934. Cette participation permet d'ailleurs aux droites, libérales comme nationales, de dénoncer un gouvernement qui a fait tirer sur les anciens combattants — alors qu'il visait d'abord des ligueurs. Sous la pression des événements, ces organisations perdent leur dimension apolitique et deviennent même des filières de recrutement des mouvements nationaux. Président de l'UNC lors des événements, Georges Lebecq, est un conseiller municipal «national» de Paris. Son successeur, Jean Goy, signe, au nom de l'UNC, un accord «contre la révolution communiste» avec le PSF en octobre 1936; Georges Rivollet, secrétaire général de la Confédération nationale des anciens combattants de 1929 à 1940, ministre des Pensions de Doumergue et Flandin, rejoint le RNP de Déat et participe aux divers mouvements pour l'amnistie et la réhabilitation de Pétain, avant de soutenir la candidature Tixier-Vignancour en 1965³⁸. Cette évolution favorise l'intégration des associations dans la Légion française des combattants, conçue pour soutenir la Révolution nationale³⁹. Des organisations plus spécialisées ont anticipé cette évolution et ont, dès les années 1920, rassemblé des élus des partis modérés et des militants activistes: la Ligue des chefs de section, animée par Binet-Valmer et Michel Missoffe; l'Association des membres de la Légion d'honneur décorés au péril de leur vie, présidée par Prosper Josse, qui a pris l'étiquette de la Fédération républicaine à chacune de ses élections (en 1919 à la Chambre, en 1924 puis en 1938 au Sénat) tout en tenant un discours fort peu modéré.

A l'échelle du siècle, les nombreux points de contact entre nationaux et libéraux recouvrent des champs divers. Ils ont particulièrement bien fonctionné entre 1920 et 1960. Les grands combats de la période, contre le communisme et le Front populaire, contre les excès de l'épuration, pour l'Algérie française, ont parfois suscité de larges rassemblements. Mais sous la Ve République, les relations entre les deux droites sont davantage marquées par la concurrence, voire le combat.

37. Cf. PROST, Antoine: *Les anciens combattants et la société française 1914-1939*. Presses de la FNSP, 1977.

38. COSTON, H.: *op. cit.*, t. 1, p. 934.

39. COINTET, Jean-Paul: *La Légion française des combattants (1940-1944). La tentation du fascisme*. Albin Michel, 1995.